

Les besoins des patients du Centre de réadaptation de l'Estrie devront être revus à la baisse pour tenir compte du contexte budgétaire

Sherbrooke, le 18 août 2016 – L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) en Estrie dénonce vivement les compressions qui se traduisent actuellement en abolition de postes et d'affectations et en surcroît de travail au Centre de réadaptation de l'Estrie (CRE) et qui limiteront significativement les services à la population.

Lors d'une rencontre avec des chefs de services, certains employés qui travaillent à temps plein depuis plus de six ans ont appris que leur semaine de travail serait diminuée de cinq à deux jours. D'autres, qu'ils perdraient leur emploi. Leurs patients sont des blessés orthopédiques graves et des blessés médullaires, entre autres. Ce sont des victimes d'accidents de la route ou des cas relevant de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Il s'agit d'une clientèle qui nécessite des soins aigus et avec une grande intensité.

Les chefs de services demandent aux employés de soumettre leur jugement clinique au contexte budgétaire en invitant « chacun à revoir les priorités cliniques pour l'ensemble de ses dossiers (valider si certains dossiers peuvent être complétés ou diminués en intensité, combinés avec un autre usager, etc.) ». Ces exemples concrets illustrent bien à quel point les coupures sauvages et sans distinction imposées par le ministre Barrette ont des répercussions directes sur les services à la population. Dans un courriel adressé à ses employés, un gestionnaire a confirmé que la direction était informée de l'impact de ces décisions sur la clientèle. « Je suis outré et choqué que de tels propos soient tenus lorsqu'il est question de services directs, spécialisés et nécessaires à une population qui en a grandement besoin,,, et y a droit », affirme le responsable de l'APTS en Estrie, Emmanuel Breton.

De l'avis de l'APTS, les effets de ces coupures iront en s'intensifiant et la population sherbrookoise fera les frais des diktats monétaires imposés par le Ministre et les dirigeants du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie-CHUS. « On exige depuis plusieurs années que les professionnels en santé et services sociaux en fassent plus avec moins. S'attaquer comme on le fait présentement à leur autonomie professionnelle et à leur jugement clinique, c'est insidieux, voire méprisant pour nos membres qui se dévouent auprès des patients », s'indigne Emmanuel Breton.

La multiplication des réformes majeures, combinée aux compressions de 67 millions de dollars sur deux ans dans les établissements estriens, fragilise l'équilibre précaire qui règne au sein des équipes de travail. « Le gouvernement n'a reçu aucun mandat pour diminuer les soins à la population, ajoute le représentant de l'APTS. Il est temps d'arrêter tous ces chambardements et de mettre résolument le cap sur les services publics. »

À propos de l'APTS

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les

domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Sur le territoire de l'Estrie, l'APTS représente plus de 2300 personnes.

- 30 -

Pour renseignements : Emmanuel Breton, responsable politique de l'APTS en Estrie
Cellulaire : 819.574.5026